

Moyen-Orient : le pouvoir du peuple

Partage international n° 272 - Avril 2011

L'indépendance du pouvoir colonial a donné aux peuples du monde arabe un sentiment de fierté. Mais un demi siècle de régimes dictatoriaux soutenus par l'Occident a mis à rude épreuve leur confiance en eux, jusqu'aux soulèvements actuels qui obligent l'Occident à changer de regard, et le monde arabe à changer la façon de se considérer lui-même et ses sociétés. Les Arabes révèlent actuellement l'existence d'un mouvement pour la liberté, la justice et la solidarité, faisant jaillir l'espoir au niveau mondial : en quelques jours, environ un million de personnes autour du monde ont signé une pétition pour l'Onu lancée par Avaaz (un forum en ligne), réclamant au niveau international une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et des procédures légales contre les dirigeants de la répression.

Tunisie - Suite aux soulèvements populaires en chaîne qui ont provoqué le départ de Ben Ali et de son premier ministre, des villes comme Tunis et Sfax réclament une assemblée constituante et des élections parlementaires. Des manifestations de 100 000 personnes ont rassemblé de jeunes facebookers et des hommes de loi, des membres de l'extrême gauche, des syndicalistes et des groupes islamiques. « *Longue vie à la Tunisie*, a écrit quelqu'un sur Facebook. *Le pouvoir au peuple grâce à un régime parlementaire démocratique garantit la libre expression, l'enthousiasme, le développement et du travail !* »

Algérie - Depuis son indépendance en 1962, ce pays a connu de nombreuses révoltes matées dans le sang. Amine Manadi vient de créer un collectif citoyen, *Algérie pacifique*, réunissant sur Facebook de jeunes chômeurs, des étudiants, des personnes issues d'associations diverses, de syndicats, et de partis politiques.

Le chanteur Amazigh Kated a écrit sur son blog : « *Il y a si longtemps que nous n'avons pas marché ensemble, En avant, En avant !* »

Le cinéaste Yanis Koussim a déclaré : « *Je continuerai à marcher pour dire Stop ! Les choses ne*

peuvent continuer ainsi. Dans un pays si riche, la famine est une insulte. Je ne peux me tenir tranquille plus longtemps. »

Le gouvernement de Bouteflika a décrété l'état d'urgence et parle de compromis, espérant ainsi garder le contrôle de la situation.

Oman - Des manifestations ont eu lieu dans la capitale, Mascate, ainsi qu'à Sohar et Sallah, réclamant du travail, une augmentation des salaires et des poursuites contre les ministres corrompus. Plusieurs centaines de manifestants ont bloqué l'accès à Sohar, deuxième port du sultanat. Après quarante ans au pouvoir, le sultan Qabous commence à envisager des mesures pour encourager l'emploi, ainsi qu'un remaniement ministériel.

Yémen et Arabie Saoudite - Des manifestations se sont déroulées au Yémen avec un *sit-in* à l'Université et un *camp-in* de 100 000 personnes à Taz, réclamant un gouvernement d'unité nationale et des investigations contre la corruption.

Le site internet *armiesofliberation.com* explique : « *Notre peuple a appris de nos frères et sœurs en Egypte, en Tunisie et en Libye, tandis que nos dirigeants répètent les mêmes erreurs.* » Le président yéménite, Ali Abdullah Saleh, a accepté un plan de réforme proposé par l'opposition.

Un groupe de 119 professeurs et étudiants universitaires d'Arabie Saoudite ont appelé à une réduction drastique des pouvoirs de la monarchie ; sur Facebook et Twitter, on appelle à des manifestations pour exiger des réformes.

Maroc - Le roi Mohammed VI a promis des réformes constitutionnelles d'envergure qui confèreraient de réels pouvoirs à un premier ministre élu (alors qu'il est actuellement nommé par le roi), et instaurerait l'indépendance de la justice.

Dans son premier discours depuis le déclenchement des manifestations à travers le monde arabe, et quelques semaines après les manifestations au Maroc exigeant plus de justice sociale et des limites aux pouvoirs royaux, le roi vient de promettre de créer une nouvelle ébauche de constitution. « *Nous avons décidé d'entreprendre une réforme constitutionnelle complète* », a-t-il annoncé, affirmant son « *engagement à donner une forte impulsion à ces réformes profondes et dynamiques... et qui se*

feront ».

A l'avenir, au lieu d'être nommé par le roi, le premier ministre aura un « *pouvoir exécutif effectif* » et sera « *pleinement responsable du gouvernement, de l'administration publique... et de la mise en application du programme gouvernemental* », a déclaré le monarque.

Il a aussi promis « *l'augmentation des libertés individuelles et collectives et le renforcement des droits de l'homme dans toutes ses dimensions* », et il a évoqué « *sa volonté d'établir une justice indépendante* ».

Le monarque marocain a annoncé la formation d'une commission de travail pour les révisions constitutionnelles, avec des propositions qui lui

seraient soumises en juin 2011. Puis un référendum sera lancé, a-t-il indiqué, mais sans en préciser la date.

Moyen-Orient

Sources : AFP ; Le Monde, France

Thématiques : [peuples et traditions](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)